

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 12

Objet de la délibération: Direction
Mobilité Déplacements Transports -
Débat national sur l'arrivée des véhicules
autonomes sur les territoires -
Participation de la CASA

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.191

Date de la convocation :
Le 30/10/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **17 NOV. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **14 NOV. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 novembre 2017

L'an deux mil dix-sept et le 06 novembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Marguerite BLAZY

Monsieur OCCELLI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'investit depuis sa création sur les questions de mobilité innovante. En attestent ses participations depuis 2004 aux programmes européens CyberMove, CityNetMobil, CityMobil et CityMobil2 visant à faire avancer la mobilité urbaine autonome.

Les études de territoire conduites lors de ces projets ont mis en évidence la pertinence du recours aux véhicules autonomes, articulés avec le réseau de transport urbain, pour assurer le dernier kilomètre sur la technopole de Sophia Antipolis.

Des expérimentations, en 2004, 2011 et 2016 ont permis de sensibiliser les concitoyens sur l'arrivée future de cette nouvelle mobilité.

Enfin, des acteurs économiques majeurs souhaitant s'investir sur le sujet se sont implantés sur la technopole, dont les centres de design et développement Bosch, Renault-Intel et Toyota.

Missions Publiques, agence-conseil spécialisée dans les démarches participatives organisent pour 2018 le débat citoyen « Demain, des véhicules sans conducteur » visant à associer les citoyens, la société civile, les acteurs industriels et chercheurs, les territoires, autour de cet enjeu du monde de demain. En effet, la technologie du véhicule autonome réinterroge le droit à la mobilité et l'accès aux services, la place de la voiture en ville et le partage des espaces publics ainsi que l'organisation des transports collectifs et individuels, dont le dernier kilomètre. Elle peut aussi apporter des réponses aux territoires ruraux, à l'organisation des services de livraison de marchandises, d'urgence, de santé. Elle pose enfin la question de la temporalité des territoires et des habitants.

La démarche, rejoignant les réflexions sur les Assises nationales de la Mobilité, le débat national bénéficiera du haut patronage du Ministère de la Transition en charge des Transports.

La C.A.S.A, forte de son avance sur les questions de mobilité innovante est invitée à rejoindre le Comité de pilotage national du débat.

A ce titre, la C.A.S.A pourra se positionner en véritable moteur de la mobilité autonome, et mobiliser par là-même l'écosystème local de la technopole (organismes de recherche, centres de design constructeurs, start-ups, associations, conseil de développement.....), dans un cadre non concurrentiel. La C.A.S.A bénéficiera des résultats fins de l'analyse qualitative, valable dans la durée, de ce que souhaitent les citoyens, sur son territoire, à comparer avec l'attente exprimée sur d'autres. De ce fait, les résultats du débat permettront de dessiner les politiques publiques et les stratégies à poursuivre, techniquement, sur la planification de la mobilité du territoire.

Enfin, cela permettra à la C.A.S.A de se positionner, nationalement et internationalement comme l'une des collectivités les plus en pointe sur ce sujet innovant, dans la poursuite logique des efforts déjà engagés. Elle bénéficiera en effet des moyens de communication grande échelle du débat pour valoriser sa motivation et ses actions pour construire la mobilité de demain.

En termes de déroulement concret, le Comité de pilotage National (à titre indicatif, cinq collectivités, six opérateurs privés, 5 organismes de recherche) se rencontrera trois fois avant le débat et une fois après, pour définir les enjeux et besoin de chacune des parties prenantes puis travailler sur la valorisation des résultats.

Le débat national sera quant à lui visible auprès des citoyens par une conférence de presse nationale préalable, en partenariat avec la Direction de la Communication de la C.A.S.A, des relais avec la presse locale et les réseaux sociaux.

Après un prototypage et un recrutement de citoyens volontaires (100 par collectivités), et une information poussée qui leur sera apportée, le débat se tiendra le 27 janvier 2018 se concluant par une délibération de chaque participant sur 5 enjeux majeurs qui auront été définis au sein du Comité National.

Les résultats grand public seront alors disponibles, valorisant l'implication de la C.A.S.A par les moyens de communication du débat : sur le site internet dédié, par un film à grande diffusion, par la couverture dans la presse nationale et internationale, et en lien avec la Direction de la Communication de la C.A.S.A.

La C.A.S.A souhaite soutenir cette action, intégrer le Comité de Pilotage National et devenir membre actif du débat, à ce titre la C.A.S.A s'engage à verser une subvention d'un montant de 43 200 € T.T.C à l'association Particip'action, récipiendaire et financeur du débat.

Les conditions de participation de la C.A.S.A sont définies au travers du projet de convention joint en annexe.

Il est ainsi proposé au Bureau Communautaire :

- d'engager la C.A.S.A comme partenaire du Débat National « Demain, des véhicules sans conducteur » organisé par Missions Publiques ;
- d'accepter l'intégration de la C.A.S.A au Comité de Pilotage National ;
- de participer financièrement à l'organisation du débat national, à hauteur de 43 200 € TTC ;
- d'approuver la convention entre la C.A.S.A et l'Association Particip'action, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président à la Mobilité et aux Transports à signer ladite convention et tout document relatif à la tenue de ce débat.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'engager la C.A.S.A comme partenaire du Débat National « Demain, des véhicules sans conducteur » organisé par Missions Publiques ;
- d'accepter l'intégration de la C.A.S.A au Comité de Pilotage National ;
- de participer financièrement à l'organisation du débat national, à hauteur de 43 200 € TTC ;
- d'approuver la convention entre la C.A.S.A et l'Association Particip'action, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président à la Mobilité et aux Transports à signer ladite convention et tout document relatif à la tenue de ce débat.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 novembre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**Convention de participation financière avec l'Association
Particip'action – Débat Citoyen National
« Demain, des véhicules sans conducteurs »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Thierry OCCELLI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué aux transports et à la Mobilité conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 6 novembre 2017 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'association dénommée Particip'action, régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de concevoir et d'organiser des processus participatifs, dont le siège social est situé 35 rue du sentier, 75002 Paris représentée par Jacques Archaimbaud agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Particip'action**

EXPOSE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'investit depuis sa création sur les questions de mobilité innovante. En attestent ses participations depuis 2004 aux programmes européens CyberMove, CityNetMobil, CityMobil et CityMobil2 visant à faire avancer la mobilité urbaine autonome.

Les études de territoire conduites lors de ces projets ont mis en évidence la pertinence du recours aux véhicules autonomes, articulés avec le réseau de transport urbain, pour assurer le dernier kilomètre sur la technopole.

Des expérimentations, en 2004, 2011 et 2016 ont permis de sensibiliser les concitoyens sur l'arrivée future de cette nouvelle mobilité.

Enfin, des acteurs économiques majeurs souhaitant s'investir sur le sujet se sont implantés sur la technopole, constituant un écosystème pertinent et complet sur le sujet.

Par ailleurs, Particip'action s'engage à mettre en œuvre le premier Débat citoyen national sur l'arrivée des véhicules autonomes sur les territoires, permettant d'appréhender les conséquences vues par les citoyens en les interrogeant sur leurs perceptions, leurs craintes, leurs souhaits, les points de vigilance en matière de politique publique, leurs propositions.

Pour approfondir son positionnement de pointe sur la mobilité autonome par cette vision citoyenne, au service des acteurs économiques locaux, la Communauté

d'Agglomération Sophia Antipolis a donc décidé d'être partenaire de ce débat national.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Particip'action s'engage à mettre en œuvre le premier Débat citoyen national sur l'arrivée des véhicules autonomes sur les territoires.

Le contenu opérationnel de l'action est défini par l'association Particip'action.

Le 27 janvier 2018, un groupe de cinq (5) collectivités françaises accueilleront, sur leur territoire, un Débat citoyen sur les enjeux liés à l'arrivée des véhicules autonomes sur les territoires.

Plusieurs centaines de citoyens, entre 100 et 150 sur chaque site, répondront aux mêmes questions, selon un même protocole de concertation. Ils auront reçu au préalable une information sur les enjeux.

Ce débat citoyen portera sur les enjeux sociétaux, sociaux, territoriaux et économiques de l'arrivée des véhicules autonomes individuels, collectifs, professionnels et de service dans les territoires. Il s'agit d'appréhender les conséquences vues par les citoyens en les interrogeant sur leurs perceptions, leurs craintes, leurs souhaits, les points de vigilance en matière de politique publique, leurs propositions.

Ce Débat produira un « avis citoyen sur l'arrivée des véhicules autonomes dans les territoires ». Il prendra la forme d'un rapport d'analyse détaillé, avec des résultats consolidés à différentes échelles. Il sera remis aux partenaires du Débat, mais également porté auprès des instances techniques et politiques nationales et européennes.

Des outils de communication seront réalisés en français et en anglais : un site internet présentera en libre accès tous les éléments du débat (images et films, résultats, boîtes à outils), des vidéos de présentation, d'information et de restitution, ainsi qu'une synthèse magazine grand public, tous largement diffusés. Un plan de communication local, national et européen sera élaboré avec les partenaires du Débat.

La C.A.S.A sera l'une des collectivités partenaires du Débat citoyen et accueillera les citoyens participants, le 27 janvier 2018.

Elle s'engage à fournir une salle équipée (son, projection, tables et chaises) qui permettra d'accueillir les citoyens le jour du Débat, à nommer un pilote du projet dans ses services, et à faciliter le travail de coordination de la communication sur le Débat entre ses services et Particip'action.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour une durée de huit (8) mois.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES ACTIONS ET DE LEURS COUTS

Le coût des actions menées par l'association Particip'action dans le cadre du Débat se décompose de la manière suivante. Pour cinq (5) sites :

- Jour J (animation, frais de bouche, facilitateurs) : 9 600€ T.T.C par site, soit 48 000€ T.T.C pour l'ensemble des 5 sites ;
- Accompagnement local du Débat : 12 000€ T.T.C par site ; soit 60 000€ T.T.C pour l'ensemble des 5 sites ;
- Analyse des résultats : 7 600€ T.T.C par site ; soit 38 000€ T.T.C pour l'ensemble des 5 sites ;
- Contribution aux outils de communication : 14 000€ T.T.C ; soit 70 000 € T.T.C pour l'ensemble des 5 sites.

Total du coût des actions menées par Particip'action : 43 200€ T.T.C par site, soit 216 000 € T.T.C pour l'ensemble des 5 sites.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Particip'action veillera à ce que les prestataires du Débat soient couverts par les assurances d'exploitation.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention attribuée par la C.A.S.A. est de 43 200€ TTC. La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS

L'association s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis par ses soins.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Particip'action s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année suivante.
- Si l'association Particip'action est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association Particip'action et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Particip'action s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 12 : LITIGES

Particip'action et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires,

**Pour l'Association Particip'action,
Le Président**

**Pour la C.A.S.A
Le Vice- Président délégué à la Mobilité et
aux Transports**

Jacques Archaimbaud

Thierry OCCELLI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/11/2017
Numéro : BC_2017_191
Nature : DE - Deliberations
Objet : Débat national sur l'arrivée des véhicules autonomes sur les territoires - Participation de la CASA
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 4bB86FC

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/11/2017
Identifiant : 006-240600585-20171106-BC_2017_191-DE

Acte reçu

Date : 06/11/2017
Numéro interne : BC_2017_191
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : D?bat national sur l'arriv?e des v?hicules autonomes sur les territoires - Participation de la CASA
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 006-240600585-20171106-BC_2017_191-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20171106-BC_2017_191-DE-1-1_2.PDF